

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
81 · Mai 2016
AZB 3001 Berne



Enfin une réforme positive de l'asile

Voilà fort longtemps qu'une réforme de l'asile n'avait pas été soutenue par le Parti socialiste. Pour la première fois, la réforme proposée par Simonetta Sommaruga améliore les conditions des requérant-e-s d'asile, tant par l'accélération des procédures, que dans leur accompagnement. Page 4

AVIONS DE COMBAT

Malgré le refus du Gripen et les nombreux problèmes pour mener à bien des projets d'envergure sur le plan militaire, le Conseil fédéral relance la question d'un achat d'avions de combat. Le point avec Pierre-Alain Fridez, conseiller national (JU). Page 8

FAIRE TOMBER LES MURS, PAS LES BOMBES

Liliane Maury Pasquier, conseillère aux Etats (GE), dresse un tableau simple, mais réaliste de la situation internationale et humanitaire: entre nécessité d'aide au développement, appel à la solidarité et rappel des droits humains. Page 9

Stagiaire de haute école en communication (80-100% - H/F)

Le PS Suisse recherche, pour le 1er juillet 2016 et jusqu'au 31 janvier 2017, un-e stagiaire en communication pour la Suisse-allemande provenant d'une haute école en communication.

En qualité de stagiaire en communication auprès du PS Suisse, vous soutenez le porte-parole alémanique dans son travail. Vous travaillez à la préparation des communiqués de presse, participez au travail quotidien avec la presse et à l'organisation des conférences de presse. Vous êtes également en appui pour l'animation des différents canaux de médias sociaux du PS Suisse, entretenez les relations avec les représentant-e-s de la presse et traduisez divers textes du français vers l'allemand.

Votre profil : De langue maternelle allemande ou avec de parfaites connaissances de l'allemand ; études terminées avec, à la clé, un bachelor ou un master ; expérience dans le domaine de la communication et dans le contact avec les journalistes
Intérêt marqué pour la politique ; bonnes connaissances du paysage médiatique suisse ; facilité d'écriture, capacité de synthèse et de vulgarisation sur des thèmes complexes ; expérience dans la gestion des médias sociaux ; très bonnes connaissances du français (orales et écrites) ; rapide capacité d'apprentissage sur de nouveaux thèmes

Notre offre : Nous vous offrons des tâches diverses et passionnantes au sein d'une petite équipe, dans un climat de travail agréable, avec des conditions sociales et de travail progressistes et modernes.

En cas d'intérêt à travailler dans un domaine politique, merci de faire parvenir vos dossiers complets de candidature avec photo d'ici au 23 mai 2016 à emplois@pssuisse.ch.

Le porte-parole du PS Suisse, Michael Sorg, se tient à disposition pour toute question complémentaire, au 031 329 69 82.



Association des
propriétaires pour
l'habitat durable

HabitatDurable
SUISSE

L'alternative écologique et sociale aux chambres immobilières

**Adhérez
maintenant!**

www.habitatdurable.ch

031 311 50 55

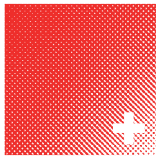


L'IMAGE DU MOIS

Dimanche 17 avril, dans la Chambre des députés de Brasilia, Bruno Araujo, ici au centre de l'image, fut le dernier à se prononcer sur le processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff, le désormais historique « impeachment ». Le déroulement de ce vote, qui a duré six heures, fut bien différent de ce que l'on peut voir au parlement suisse : ici, pas de « bouton » pour exprimer son opinion, ou de bulletin que l'on glisse sagement dans l'urne, mais une prise de parole de chaque député-e pour s'exprimer en faveur du « sim » ou du « não » tout en exposant brièvement ses arguments. Ces derniers étaient pour le moins farfelus : beaucoup ont évoqué leur famille, Dieu, ou encore de thèmes politiques bien éloignés du Brésil, tels que la paix à Jérusalem...

Tout ceci s'est fait sous les encouragements ou les huées du reste de l'assemblée, munie de drapeaux, de pancartes et de confettis ! Le OUI d'Araujo a marqué le résultat final de 367 voix en faveur de cet impeachment contre 137. Les adversaires de la présidente Rousseff, en liesse, ont alors entamé un chant patriotique emprunté aux supporters de football. Ils ont été imités par les millions de Brésiliennes et Brésiliens, vêtus de jaune et vert, rassemblés dans les rues du pays face à des écrans géants, comme lors d'un match de la « seleção ». « Tchau querida » (bye bye ma chère), le slogan sarcastique des pro-destitution, a même été projeté sur des bâtiments officiels.

L'autre camp, aussi présent dans les rues, crie au coup d'Etat. Dilma Rousseff mérite-t-elle d'être destituée et poursuivie pour « crime de responsabilité » pour avoir maquillé les comptes de l'exercice 2014 (peu avant sa réélection) ? C'est le Sénat qui, après de nombreux rebondissements, aura le dernier mot, tout d'abord pour déterminer un éloignement du pouvoir durant 180 jours, avant d'organiser un nouveau vote pour sa destitution définitive. S'il valide ce vote, le gouvernement retournera à une politique de droite et les acquis du Lulisme seront en danger, au grand dam des Brésiliennes et Brésiliens les plus pauvres.



INITIATIVE
SUR LA
TRANSPARENCE

QUI DONNE
DES MILLIONS
POUR CETTE
CAMPAGNE
D’AFFICHAGE ?



Un Donald ça Trump énormément

C’est fait ! Donald Trump sera, sauf accident majeur, investi comme candidat officiel du parti républicain, lors de leur Convention de Cleveland qui se tiendra en juillet prochain.

Sous le slogan plus ou moins classique « *Make America great again* » (faire à nouveau une grande Amérique), le milliardaire new-yorkais dévoile un programme inquiétant, tant sur sa forme que sur son fond.

Sa forme tout d’abord : six thèmes seulement sont abordés ; immigration, vétérans, droit à porter une arme, réforme fiscale, échanges commerciaux avec la Chine, suppression de l’Obamacare (système d’assurance-maladie universelle mise en place par l’administration Obama). Quid de l’environnement, des droits civiques, des questions sociétales, des relations internationales, de la formation, des retraites, de la recherche, de l’emploi, des guerres en cours, de l’énergie, ... ? Rien ! Pas un mot, pas une ligne et, probablement, tout autant d’idées sur ces thématiques visiblement jugées non prioritaires. Lorsque la question lui est posée de manière plus directe, son échappatoire est simple : « les ennemis des Etats-Unis n’ont pas à connaître mon programme ». Autant dire qu’il ne faut pas s’attendre à plus de détails de sa part dans les mois à venir. Quant au fond de cette ébauche de ce qui est présenté comme un programme, il n’est pas moins inquiétant. On y découvre tout ce qu’une nation n’est pas, sans pour autant savoir vraiment ce qu’elle devrait être ; que le Mexique doit construire et payer un mur entre eux et les USA ; que les musulman-e-s devraient être listés et, naturellement, que la préférence nationale doit permettre de réduire l’immigration.

Si Bernie ne semble plus en posture de ravir l’investiture démocrate, le choix entre une Hillary Clinton, malgré son côté très « *establishment* », ne sera pas trop compliqué vu du vieux continent...

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef

La transparence ? juste une nécessité !



Leyla Gül,
co-secrétaire
générale

« Et en quoi cela me concerne ? », me demanda une amie lorsque je lui racontais, autour d’un verre, le récent lancement de l’initiative sur la transparence. Certes, j’étais un peu secouée et j’ai dû m’accrocher un moment à ma bière. La question ébranla sérieusement mon enthousiasme tel un boulet de canon.

Mais bon, c’est naturellement son droit. En quoi l’initiative sur la transparence concerne-t-elle le quotidien des gens ? Quelles répercussions aura-t-elle sur son porte-monnaie, sur ses chances de trouver un bon travail, sur le congé paternité ou sur son accès à une place en crèche ou à un logement ? D’ailleurs y aurait-il vraiment des répercussions ? N’existe-t-il pas des problèmes plus urgents et plus importants ?

Plus urgents, oui peut-être. Plus importants, certainement pas. L’initiative sur la transparence concerne la politique en général. Elle n’est certes pas toujours présente de la même manière, mais elle est perpétuelle et elle est partout que ce soit au Palais fédéral ou dans la rue. La politique est le chemin qui mène au travail et le travail en lui-même. La politique c’est le temps libre, qu’on le passe dans un bar ou sur un vélo. Il n’est pas de « non politique » et c’est pour cela qu’il faut s’en préoccuper. Si on nous enlève notre droit de regard, nous tombons dans la dictature. Si les règles du jeu sont inégales, la politique devient corrompue et féodale. Il n’existe à ma connaissance aucune expression

pour décrire ce qui se passe lorsqu’il manque d’importantes informations au sein d’un débat politique, il est évident que quelque chose ne tourne pas rond.

Thomas Jefferson, 3^e président américain, le disait déjà : « l’information est la monnaie de la démocratie ». Et c’est bien là le cœur de l’initiative sur la transparence : pour plus d’information, une meilleure information et donc une démocratie renforcée. Il s’agit de mettre sur la table les intérêts, intentions et stratégies lorsqu’une campagne est menée. L’opacité règne aujourd’hui en maître et seigneur sur le monde politique. Il ne s’agit pas de désinformation ciblée ou de mensonges, mais plutôt de demi-vérité et d’une grande partie de cache-cache. Notre initiative n’entend que rendre le jeu plus propre.

Mais revenons à la question de cette amie et, au final, la réponse est assez simple : l’initiative installe le débat politique sur un terrain favorable à l’émergence de bonnes idées, comme le congé paternité, des emplois en suffisance, tout comme les logements ou les places d’accueil extrascolaire. Elle augmente les chances de succès de projets simples, qui peinent aujourd’hui à éclore face au poids des millions de francs de la propagande des partis bourgeois. Mais avant toute chose, je souhaite que nous ne regrettions pas un jour notre démocratie, elle qui influence notre quotidien.

www.transparence-oui.ch

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse, Spitalgasse 34, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Gaël Bourgeois, Nadège Piller, Pauline Despont
Production Atelier Bläuer, Berne

Asile : le OUI de la raison et du cœur

C'EST LA PREMIÈRE FOIS QU'UNE RÉVISION DE LOI SUR L'ASILE APORTE DE RÉELLES AMÉLIORATIONS POUR LES REQUÉRANT-E-S. JUSQU'À IL Y A PEU, LE TRAITEMENT D'UNE DEMANDE D'ASILE PRENAIT DE TROIS À CINQ ANS. Désormais, 60 % DES PROCÉDURES DEVRONT ABOUTIR À UNE DÉCISION DANS LES 140 JOURS.

Cette accélération permettra de soulager ces hommes, femmes et enfants, dont la majorité vient d'Irak, d'Afghanistan, de Somalie, de Syrie ou d'Erythrée, des pays aux régimes autoritaires ou en guerre. Pour ces personnes fuyant des persécutions politiques, religieuses ou ethniques, l'incertitude sur leur avenir en Suisse est très difficile à gérer sur le plan psychologique.

Car c'est seulement lorsque leur statut est clarifié que ces personnes peuvent organiser leur vie, tant pour celles qui se voient opposer un refus, que pour celles dont le statut de réfugié-e est reconnu. Ces dernières

pourront notamment bénéficier plus rapidement de mesures d'intégration, apprendre nos langues, chercher un logement et du travail, scolariser leurs enfants pour le long terme. Par ailleurs, cette accélération profitera à tout le monde, tant l'ancienne situation se révélait onéreuse pour les communes, les cantons et la Confédération.

La création de centres fédéraux de procédures, sur le modèle de celui ouvert en 2014 par le Secrétariat d'Etat aux migrations à Zurich, permettra une centralisation, synonyme de gain de temps. Pour éviter que l'accélération du traitement de



Valérie Piller Carrard,
conseillère nationale (FR)

leur demande ne rime avec un affaiblissement de leurs droits, les requérants d'asile y bénéficieront d'une protection juridique étendue, sous forme de conseils et d'une représentation gratuits. Il s'agit d'un immense progrès, qui favorise la bonne compréhension et donc l'acceptation des décisions par les demandeurs d'asile, élément clef de l'accélération des procédures.

La phase test, qui s'est déroulée du 6 janvier 2014 au 28 septembre 2015 dans le centre zurichois, a été évaluée par des acteurs externes. Cette étude montre que la nouvelle procédure fonctionne, puisque sa durée a pu être réduite en moyenne de 39 %. De plus, l'amélioration de l'assistance juridique aboutit à une baisse de 33 % du taux de recours.

J'aurais certes désiré des délais de recours un peu plus longs et une représentation légale plus indépendante, mais cette révision est un compromis, qui permet de rendre les procédures plus rapides, plus équitables et moins coûteuses. Grâce à l'appui des partis du centre, la plupart des points ont été acceptés sans retouche et à de larges majorités par les deux conseils, juste avant les élections fédérales de l'automne dernier.

C'est dans ce contexte que l'UDC a saisi le référendum, alors qu'elle a toujours dénoncé la durée interminable des procédures. Quelle incohérence ! Sa résistance acharnée contre la restructuration de l'asile prouve une fois encore que loin de vouloir régler les problèmes, elle cherche à les exploiter pour servir les intérêts du parti. Si c'est son avis qui l'emporte le 5 juin, il faut s'attendre à un durcissement sévère et à un démantèlement de la protection offerte aux requérant-e-s. Pour toutes ces raisons, je vous appelle à soutenir cette révision, lancée par notre camarade Simonetta Sommaruga, avec le soutien des villes et des cantons.

« Cette révision permet de rendre les procédures plus rapides, plus équitables et moins coûteuses. »



NON à deux initiatives égoïstes, populistes et destructrices.

SIGNE DES TEMPS DIFFICILES QUI ATTENDENT LA SUISSE, DEUX INITIATIVES SOUMISES EN VOTATION LE 5 JUIN SEMBLENT FAIRE LE CONCOURS DE LA PROPOSITION POPULISTE LA PLUS DESTRUCTRICE. PREMIÈRE SIMILITUDE, LES DEUX DÉMARCHES SE CACHENT DERRIÈRE DES APPELLATIONS MENSONGÈRES. L'INITIATIVE « EN FAVEUR DU SERVICE PUBLIC » POURRAIT INCITER À LEUR PRIVATISATION. QUANT À CELLE « POUR UN FINANCEMENT ÉQUITABLE DES TRANSPORTS » VEUT ORGANISER « UN TOUT À LA ROUTE » PARFAITEMENT INJUSTE.

Ceci dit, la principale convergence des deux textes tient dans leur volonté commune de déconstruire l'Etat, en préconisant le silotage de ses politiques et en cassant les systèmes de financements transversaux. Concrètement, l'initiative sur les services publics entend interdire les subventionnements croisés. Or, ces mécanismes constituent la base même du service public et de la solidarité confédérale. Entretenir un réseau postal à Evolène coûte naturellement plus cher qu'au centre de Zurich. Par conséquent, interdire les financements croisés, en particulier dans le domaine des prestations de base, signifie fournir les services publics au prix coûtant dans les régions périphériques et donc, à terme, leur mort dans ces régions. Simultanément et dans le même esprit, l'initiative s'attaquant aux transports veut que le 100 % des recettes sur les huiles minérales soit affecté aux infrastructures routières. Ce refus de permettre qu'une part de l'impôt sur les carburants soutienne les transports publics, et notamment le trafic régional, revient à détruire des équilibres qui font la force du pays. Combinant moyens privés et publics, servant les pendulaires urbains, mais aussi les régions périphériques, le système de transports suisse permet une mobilité exceptionnelle. Travailler à sa destruction est une pure aberration.

Deuxièmement, ces initiatives ont également en commun de vouloir assécher les finances fédérales. En interdisant à la Confédération de poursuivre un but « lucratif », celle concernant les services publics conduit à une impasse économique. S'il s'agit d'empêcher une entreprise en mains de la Confédération de lui

verser des dividendes, alors l'incitation à privatiser une activité est évidente. S'il s'agit de lui interdire de générer une marge lui permettant d'investir ou d'innover, alors un appauvrissement général est programmé, appauvrissement qui ne servira ni les usagers ni les contribuables. Quant à la démarche ciblant les transports, elle souhaite opérer un véritable pillage sur la caisse fédérale. La perte de 50 % des revenus provenant des carburants priverait chaque année différents secteurs de 1,5 milliard. La formation et la recherche, l'agriculture et l'alimentation, l'aide au développement et les transports publics seraient les principaux lésés. Ultime sottise, l'attribution de tout l'impôt sur les huiles minérales à l'infrastructure routière finirait par la noyer sous les millions. Il existe un risque réel que des moyens illimités conduisent à un bé-

tonnage insensé du pays. Or le développement inconsidéré des routes ne supprimerait même pas les bouchons, suscitant au contraire une augmentation permanente du trafic et de ses nuisances.

Sous couvert de bon sens ou d'équité, un même réflexe populiste anime ces deux initiatives. Dans les deux cas, l'Etat est peint comme un accapareur de gains illégitimes, développant des activités inutiles. « Je ne paye que ce que j'utilise », ce principe hédoniste porte en germes la destruction des solidarités sur lesquelles reposent nos sociétés. Pour décourager le lancement de démarches similaires, il convient de balayer avec vigueur ces propositions, qui réduisent le bien commun à la somme d'intérêts particuliers et la démocratie à une addition de consommateurs égoïstes.



Roger Nordmann, conseiller national (VD)

« Le système de transports suisse permet actuellement une mobilité exceptionnelle. »



Arrêter Beznau, immédiatement !



Marche nationale du 22 mars 2011

MENSCHENSTROM.CH

À CE JOUR PLUS DE VINGT ORGANISATIONS ÉCOLOGISTES ET PACIFISTES, MÉDICALES ET RELIGIEUSES, AINSI QUE DES PARTIS POLITIQUES, DONT LE PS, APPELLENT À PARTICIPER À CETTE TRADITIONNELLE MARCHÉ PACIFIQUE.

La principale revendication porte sur l'arrêt immédiat et définitif des deux réacteurs nucléaires de Beznau, la plus vieille des centrales nucléaires encore en service au monde. Elle ne résisterait pas à un puissant séisme.

On a identifié dans le réacteur n°1 plusieurs centaines de points faibles dans les parois de la cuve de pression, le coeur du dispositif technique et sécuritaire, et 77 points faibles dans la cuve de pression du réacteur n° 2.

Xpo, l'exploitant de la centrale de Beznau a déjà remis en service Beznau 2 à Noël 2015 et a l'intention de remettre en service le réacteur 1 l'été prochain, alors que les causes de ces points faibles, qui pourraient provoquer un accident nucléaire majeur, ne sont pas connues et que des examens sont encore en cours...

La manifestation demande de :

- Arrêter immédiatement et définitivement les réacteurs 1 et 2 de la



Christian Van Singer, a. conseiller national (Les Verts/VD)

centrale nucléaire de Beznau, ainsi que la centrale de Mühleberg.

- Fixer la date de la sortie du nucléaire: Oui cet automne à l'initiative « Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire »

- Promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique: Oui à un avenir à 100 % renouvelable.

Une catastrophe nucléaire, comme celle qui a eu lieu à Fukushima, serait effroyable pour la Suisse.

Dans un rayon de 30 km autour de la centrale de Beznau vivent plus d'un million de personnes. 5,2 millions dans un rayon de 50 km autour des cinq centrales, vivant notamment dans les villes de Bâle, Schaffhouse, Zurich, Berne, Fribourg, Neuchâtel... Et en cas de bise, la Suisse romande ne serait pas épargnée. Le nuage radioactif atteindrait même les pays environnants. Les lacs de Bienne, de Zurich, des Quatre-Cantons et de Constance, et

les cours d'eau, seraient contaminés pendant des décennies, voire des siècles.

Pour le moment, le monde politique reste soumis au lobby nucléaire. Il prend un gros risque en ne fixant pas une durée de fonctionnement maximale pour les centrales nucléaires, tout en refusant un renforcement des mesures de sécurité pour les vieilles centrales, pourtant demandé par l'autorité chargée de leur sécurité (IFSN).

Il s'agit donc d'assurer la transition énergétique par une sortie du nucléaire aux étapes soigneusement planifiées. C'est ce que demande l'initiative populaire fédérale « Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire ». Elle prévoit une durée de fonctionnement maximale de 45 ans et fixe ainsi à 2029 la fin de l'utilisation de l'énergie nucléaire en Suisse: une sortie du nucléaire planifiée, réglementée et sûre !

Participez à la marche nationale « Sortons du nucléaire 2016 »

Dimanche 19 juin près de la centrale nucléaire de Beznau !

INFOS PRATIQUES

Quand? Dimanche 19 juin 2016 de 10h45 à 17h

Où? En Argovie dans la région de la centrale nucléaire de Beznau. À l'amphithéâtre romain de Brugg-Windisch, 15 minutes à pied de la gare de Brugg. Des transports collectifs seront organisés.

Quoi? Sont prévues des randonnées courtes & longues sur différents trajets jusqu'à l'amphithéâtre romain, où il y aura, dès 14h, des chansons, des discours, de la musique, ainsi qu'à boire et à manger...

Pour vous annoncer : info@sortirdunucleaire.ch

Plus d'informations sur : www.sortonsdunucleaire.ch

Le PS visionnaire en matière de politique européenne.

LE DÉBAT CONCERNANT LA POLITIQUE EUROPÉENNE S'APPROCHE DE PLUS EN PLUS D'UNE IMPASSE ET CONTINUE DE PERDRE EN CLARTÉ. AVEC SON INITIATIVE « CONTRE L'IMMIGRATION DE MASSE », L'UDC A PLACÉ LA SUISSE DANS UNE SITUATION IMPOSSIBLE. DEPUIS PLUS DE DEUX ANS, LE « SUPER-NÉGOCIATEUR », LE CONSEIL FÉDÉRAL ET LES PARTIS S'ATTÈLÈNT À RÉSOUDRE LA QUADRATURE DU CERCLE : COMMENT CONTRÔLER L'IMMIGRATION DE MANIÈRE AUTONOME SANS METTRE EN PÉRIL NOS PRÉCIEUSES RELATIONS AVEC L'UE ?

Le mensonge présent dans l'initiative de l'UDC est évident et les dégâts qu'elle entraîne pour la population et l'économie sont incommensurables. Tout cela s'est produit au cours d'une période durant laquelle la Suisse aurait dû s'inquiéter de l'avenir des accords bilatéraux. Cette réflexion aurait dû être menée de toute manière, mais les conditions sont aujourd'hui rendues particulièrement difficiles.

Le PS a réagi rapidement au lendemain de la votation du 9 février en présentant des propositions pour l'application du fameux article 121a de la Constitution. Les mesures d'accompagnement sont simples, eurocompatibles et auraient dû être adoptées depuis fort longtemps, alors que les contingents sont bureaucratiques et injustes. En adoptant une meilleure gestion de l'immigration, nous protégeons nos salaires, préservons nos emplois et permettons une meilleure intégration des personnes présentes en Suisse au marché du travail. Cela améliorerait les possibilités de conciliation entre vies familiale et professionnelle ainsi qu'une meilleure protection contre les licenciements abusifs pour les salarié-e-s âgés.

En comparaison avec les autres partis, il est clair que le PS est le plus tourné vers l'extérieur en ce qui concerne l'application de l'article 121a. Nous sommes aussi le parti qui se soucie des relations de notre pays avec les Etats européens et avec l'UE, et qui souhaite qu'elles reposent sur des bases solides et durables. Nous savons que de bonnes relations avec l'Union européenne sont positives pour notre pays. Elles nous ont apporté la paix, la prospérité et la diversité culturelle.

Il est donc de notre devoir d'aller chercher plus loin et de proposer des mesures concrètes, qui nous rapprochent de l'Europe et qui soient réalisables. Cela ne signifie pas que nous écartions l'idée d'une adhésion complète à long terme. Mais cela représente un pas constructif entre l'application de l'initiative contre l'immigration de masse et la vision d'une adhésion à l'Union européenne. C'est la logique adoptée dans la feuille de route sur l'Europe, discutée et approuvée par l'Assemblée des délégué-e-s de La Chaux-de-Fonds. Le thème de la politique européenne est sans aucun doute lié à différents intérêts. Les délégué-e-s ont accepté les propositions



Flavia Wasserfallen,
co-secrétaire générale
du PS Suisse

« De bonnes relations avec l'UE sont positives pour notre pays. »

du Groupe parlementaire et du Comité directeur sur les questions les plus importantes, soit l'application rapide de l'art.121a Cst et la prise de position sur un accord-cadre institutionnel.

La direction ne compte pas déployer toute l'énergie du PS en matière de politique européenne en faveur d'un accord-cadre institutionnel, qui réduirait la relation Suisse-Europe à une logique bilatérale constituée de 120 accords indépendants. L'adhésion complète reste une musique d'avenir. C'est pour cette raison que le concept « EEE 2.0 » a été proposé. Un pas de plus, une étape réalisable, qui permettrait à la Suisse d'exercer un plus grand droit de regard et de s'insérer dans une entité multilatérale existante avec les autres Etats. Dans une logique de rapprochement, de relation mutuelle et stable avec l'UE, ces mesures ont été reportées par les délégué-e-s au Congrès de décembre 2016.

Nous nous réjouissons des discussions à venir et sommes convaincus que le rôle du PS est d'apporter des propositions pour une relation stable, durable et apaisée avec l'Europe.

www.pssuisse.ch/ad



JONAS ZÜRCHER

L'Europe au centre des débats de l'AD du PS Suisse à La Chaux-de-Fonds



Avions de combat : la saga continue

NOUS AVONS ENCORE TOUTES ET TOUS EN MÉMOIRE CE MÉMORABLE DIMANCHE DE MAI 2014, AU COURS DUQUEL LE PEUPLE SUISSE, AVAIT REFUSÉ L'ACQUISITION DE 22 AVIONS DE COMBAT, UNE PREMIÈRE LORS DE VOTATIONS SUR UN SUJET MILITAIRE. UN REFUS CLAIR À 52%. ON PENSAIT LE DOSSIER ENTERRÉ POUR DE LONGUES ANNÉES, MAIS C'ÉTAIT SANS COMPTER SUR LE NOUVEAU CONSEILLER FÉDÉRAL GUY PARMELIN QUI, FRAÎCHEMENT INSTALLÉ À LA TÊTE DU DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE, A DÉCIDÉ DE RELANCER LE DOSSIER DE L'ACQUISITION DE NOUVEAUX AVIONS DE COMBAT À L'HORIZON 2020.

Pour lui, comme pour les militaires qui l'entourent et le conseillent, bien que le peuple ait refusé l'achat de 22 Gripen il y a peu, cela ne remet pas en question la nécessité de remplacer nos 54 F-5 Tiger, devenus obsolètes. Par ailleurs il prétend également que nos 31 FA-18 seront en bout de course dès 2025... Rien n'a évolué dans l'esprit des dirigeants de notre armée. Selon eux le peuple a juste refusé un avion précis : le Gripen...

Mais on sent Guy Parmelin prudent et habile, certainement plus que Ueli Maurer. Il veut avancer pas à pas et, comme première mesure, a décidé la constitution d'un groupe d'accompagnement, composé de spécialistes techniques et militaires et de représentant-e-s des partis gouvernementaux. Alors qu'il vient d'entrer en fonction, qu'il doit manifestement apprendre, comprendre et prendre ses marques à la tête de son département, on peut s'étonner de l'ouverture si rapide de ce chantier dans un domaine toujours complexe et risqué. Dans d'autres dossiers, tel que le projet de défense anti-aérien Bodluf, qu'il vient de geler sous prétexte du développement nécessaire d'un concept de notre défense de l'espace aérien, il est plus prudent. Une fois c'est oui, une fois c'est non... presque sur le même sujet. A n'en pas douter, il a dû être soumis à de fortes



Pierre-Alain Fridez,
conseiller national (JU)

« Il serait préférable d'allouer des moyens pour répondre aux vrais défis sécuritaires d'aujourd'hui. »

pressions de certains milieux qui exigent absolument ces avions...

Le lancement de cette procédure d'acquisition, aujourd'hui, nous paraît inutile et très clairement prématuré. Pour plusieurs arguments :

Sur la base des renseignements obtenus lors de la campagne contre le Gripen, nous pouvons affirmer que les FA-18 pourront fonctionner jusqu'en 2035 sans problème. Il faudra bien entendu investir dans leur entretien mais cela ne représentera de loin pas une somme aussi conséquente qu'un nouvel achat.

La priorité dans le domaine de la défense de notre espace aérien réside dans la formation de pilotes en suffisance afin de disposer 24h/24 d'avions militaires prêts à décoller pour les missions de police aérienne. Actuellement, cette défense n'est proposée que pendant les heures de bureau.

Les besoins de la Suisse au niveau de sa sécurité aérienne concernent avant tout la police du ciel et, pour ce faire, un nombre limité d'avions est suffisant. Il faut, comme dit précédemment, surtout des pilotes. La flotte actuelle de FA-18 correspond très largement à nos besoins.

Guy Parmelin veut en fait augmenter, comme le souhaitait Ueli Maurer, le nombre d'avions de combat de notre armée pour constituer

une vraie flotte aérienne capable, en plus de la police aérienne, d'assumer des missions de combat. Mais pour offrir une telle capacité, il faudrait un nombre conséquent d'avions ce qui dépasse très largement nos moyens. Avec 22 Gripen à l'époque, on était loin du compte. Nous avons tout intérêt plutôt à collaborer avec nos voisins pour assurer notre sécurité dans le domaine aérien. Notre pays est situé au cœur de l'Europe et nous sommes entourés de pays amis.

Depuis les dernières élections fédérales, le renforcement de la droite aux Chambres fédérales se manifeste par des exigences importantes dans le domaine militaire : plus d'argent, plus d'armement. La droite de notre pays démontre que sa seule façon d'envisager la défense de la Suisse passe par plus d'avions de combat et le renforcement de la force de feu de notre armée. Selon nous, il serait préférable d'allouer des moyens pour répondre aux vrais défis sécuritaires d'aujourd'hui, tels que le terrorisme (la tâche en priorité de la police) ou la cybercriminalité et de renforcer l'aide au développement et la promotion de la paix. Contribuer à créer autour de nous un monde apaisé où les gens vivent en paix et dignement nous paraît une réponse plus efficace pour assurer à moyen et long terme la sécurité de notre pays.

Faire tomber les murs, pas les bombes

LES ATTENTATS TERRORISTES DE BRUXELLES, PARIS ET AILLEURS NE FONT PAS QUE DES VICTIMES DIRECTES. SOUVENT, LA PEUR QU'ILS SUSCITENT VIENT ÉPAISSIR LA CARAPACE IDENTITAIRE ET BROUILLER LE DISCERNEMENT. EN RÉSUULT L'EXCLUSION DE TOUT CE QUI SEMBLE « ÉTRANGER » (PAR OPPOSITION À « ÊTRE SUISSE ») ET DE RAPIDES AMALGAMES ENTRE TERRORISTES ET MUSULMAN-E-S, VOIRE TERRORISTES ET RÉFUGIÉ-E-S.

Bref, la violence des uns nourrit celle des autres. Et la crainte – légitime – pour nos droits et notre sécurité nous pousse à les dénier à celles et ceux qui, comme les réfugié-e-s, ont bien plus encore à craindre sur ce point. Car, rappelons-le, ils et elles sont à l'origine victimes, et non vecteurs, de violence.

Monter les populations les unes contre les autres : c'est l'arme ultime des terroristes, une vraie bombe à retardement. Ne les laissons pas faire ! Soyons, au contraire, solidaires ! Solidaires de toutes les victimes, tout près de chez nous ou plus loin. Par exemple, en accueillant rapidement, sur sol suisse, 50 000 réfugié-e-s. C'est ce que demande l'appel lancé au Conseil fédéral par les milieux syndicaux, signé notamment par de multiples politiques et artistes*.

Pour rappel, sur le contingent de 3'000 réfugié-e-s en provenance de Syrie que le Conseil fédéral avait annoncé vouloir accueillir, à peine 500 l'ont été à ce jour. Pourtant, la situation en Syrie n'est hélas pas

près de s'arranger : si les négociations reprennent à Genève, c'est aussi le cas des violences sur place. Des violences, en passant, qu'aucune livraison d'armes au Proche-Orient en provenance de Suisse ne doit plus alimenter !

Bien sûr, la Suisse ne peut, à elle seule, accueillir tous ceux et celles qui fuient la guerre et autres souffrances, en Syrie et ailleurs. La solidarité doit être européenne et l'emporter sur les égoïsmes nationaux, qui s'abritent derrière des murs et sous des plafonds imposés. Mais l'Europe est dépassée par l'ampleur de la crise et son programme de répartition, à la peine. C'est malgré tout à bon escient que la Suisse y participe, elle qui s'est dite prête à accueillir 1500 personnes (déduites du contingent de 3000 !) parmi les dizaines de milliers bloquées sur sol européen, dans une détresse immense.

Cette détresse immense l'exige : la Suisse doit jouer son rôle humanitaire, à la hauteur de ses moyens !

Dans les années '90, elle a ainsi accueilli 47 000 personnes en un an, qui se sont ensuite intégrées à la société helvétique. La Suisse doit aussi renforcer son soutien sur place, pour gérer mais aussi prévenir les crises. Et non tailler dans le budget de l'aide publique au développement, comme le veut la majorité de droite du Parlement fédéral...

Un espoir, parmi d'autres, dans ce sombre contexte : la mobilisation de la société civile suisse, le 28 février dernier, pour défendre les droits humains, contre l'initiative dite de mise en œuvre. L'expression d'une prise de conscience que nos droits et ceux des autres sont indissolublement liés ? Que les autres, c'est nous et réciproquement, dans notre humanité commune ? Espérons-le, car seule la solidarité permettra à l'humanité de triompher de la terreur. Un mur de plus qui chute, c'est une bombe de moins qui tombe.

* <https://www.change.org/p/appeal-national-appel-national-pour-que-la-suisse-accueille-rapidement-50-000>



Liliane Maury Pasquier
conseillère aux États (GE)





Pour une politique migratoire européenne

TOUTES LES ANALYSES LE DISENT. LA POPULATION EUROPÉENNE EST VIEILLISSANTE. À BRÈVE ÉCHÉANCE, L'ENSEMBLE DES PAYS EUROPÉENS VA MANQUER DE MAIN-D'ŒUVRE ET CE DANS DE NOMBREUX SECTEURS. SI L'EUROPE VEUT PRÉSERVER SA CAPACITÉ DE PRODUCTION ET DONC DE CRÉATION DE RICHESSE, ELLE DEVRA RECOURIR MASSIVEMENT À LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE.

C'est une donnée incontournable à laquelle seront confrontées toutes les autorités politiques des pays européens, y compris la Suisse, quelle que soit l'orientation politique de celles-ci.

Au sud de la Méditerranée, l'Afrique va voir sa population croître de manière importante. Comptant aujourd'hui, un milliard d'habitant-e-s, elle passera à 1,5 milliard en 2030 et à 2 milliards en 2050. Une population qui, en 2050, sera trois fois plus nombreuse que celle d'Europe, mais surtout, une population jeune. Chaque année près de 20 millions de jeunes arriveront sur le marché de l'emploi. Une chance pour l'Afrique, qui disposera pour la première fois de son histoire d'une main-d'œuvre



Carlo Sommaruga,
conseiller national (GE)

en suffisance pour construire son développement. Une chance aussi pour l'Europe, y compris la Suisse, qui manquera de main d'œuvre.

Face à la demande de main-d'œuvre de l'économie européenne et à l'importante offre africaine, aucun pays européen ne pourra trouver une solution de manière isolée. Le défi est continental. La gestion, chaotique, de l'actuelle arrivée des cohortes de réfugié-e-s sur sol européen en provenance de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan et maintenant du Kurdistan turc, montre de manière éclatante que pour l'ensemble des États européens – membre ou non de l'UE – la nécessité d'une stratégie politique européenne. Des partenariats migratoires à l'échelle européenne avec

les pays de départ et des moyens de mise en œuvre de la politique définie sont aujourd'hui incontournables.

C'est donc de manière parfaitement juste et opportune que la Suisse, même sans être membre de l'Union européenne, par la voix de la cheffe du DFJP, Simonetta Sommaruga, s'engage, aujourd'hui déjà, de manière active, pour la définition de la politique migratoire européenne. Mais, pour nous socialistes, la Suisse doit aller au-delà d'une approche solidaire entre États européens. Elle doit obtenir le respect des conventions internationales ainsi que des droits fondamentaux des réfugié-e-s et des migrant-e-s. Nous comptons sur notre camarade Simonetta pour y parvenir !

DEVENIR MEMBRE À PART ENTIÈRE DU PSE

L'Assemblée des délégué-e-s de La Chaux-de-Fonds a décidé de demander son adhésion de membre à part entière du Parti socialiste européen (PSE).

Le PSE réunit 32 partis membres (pays de l'UE et Norvège), 12 partis associés (dont le PS Suisse) et 12 partis avec statut d'observateur. Le PSE est le 2e plus grand parti politique

au Parlement européen, derrière le parti conservateur (PPE) de M. Junker. En 2014, il a organisé une campagne commune pour les élections européennes, avec un candidat commun (Martin Schulz, actuel président du Parlement) et un manifeste commun. Ses priorités politiques sont les nôtres : un travail décent pour tous et toutes, une croissance durable

basée sur un nouveau modèle énergétique (et non une austérité qui accroît le chômage), une lutte contre le dumping social et fiscal, l'égalité des sexes, une Europe plus démocratique, une politique migratoire plus solidaire.

Pour le PS Suisse, il n'y a pas de Suisse sociale et solidaire sans une Europe sociale et solidaire. Les forces progressistes doivent

s'affirmer en Suisse, comme en Europe. Notre adhésion au PSE renforcera notre collaboration avec les PS européens, par des campagnes sur les transactions financières, contre l'évasion fiscale, pour l'emploi, en lien avec les syndicats.

Mario Carera, membre du Comité directeur du PS Suisse

Entre continuité et changement

Dans une société en évolution, le PS Suisse doit s'adapter. En effet, sa structure date des années 20. A cette période, en Suisse et en Europe, une nouvelle forme de parti a vu le jour : le parti de militants. La caractéristique essentielle et alors novatrice de cette forme de parti est la possibilité de s'affilier et, par là, de jouer un rôle en tant que membre. La coordination des membres et des sections crée des contraintes organisationnelles autour desquelles la structure du parti s'est formée.

Même si beaucoup de choses ont changé, l'identité du PS Suisse repose aujourd'hui encore sur les éléments essentiels du parti de militants : de nombreux membres, actifs dans de nombreuses sections, déterminent l'évolution du parti. Par leur cotisation et leur engagement, ils garantissent notre capacité à mener des campagnes et à mobiliser les gens. Les 30 124 membres sont répartis dans 26 Partis cantonaux et de nombreuses sections. Ces dernières sont le cœur même du parti. Chacune jouit d'une large autonomie, notamment en ce qui concerne ses activités locales. Là où elles fonctionnent bien, elles ont suffisamment de relève locale et une certaine influence sur la politique communale. Cela a des répercussions positives sur la visibilité du PS et le rend, ainsi, attrayant aux yeux des membres potentiels.

Notre autodéfinition comme parti de militants est en contradiction avec la tendance actuelle à la baisse d'engagement dans les partis politiques. De plus en plus, les partis se transforment en partis

d'élite ou tributaires de dons, dans lesquels seul un petit nombre de personnes influent sur le cap du parti, et donc, indirectement, du pays. Ce type de partis est diamétralement opposé à notre conception du parti de militants démocratique. Le recul du nombre de nos membres n'affecte donc pas uniquement nos finances, mais aussi notre vision de la démocratie interne au parti et notre force de mobilisation. Un de nos projets les plus importants vise donc à maintenir viable la forme de parti de militants. Or, un parti de militants ne fonctionne que grâce à ses membres. C'est pourquoi il est essentiel d'en recruter.

Le projet «futur PS»

«Futur PS» est un projet de réforme dont le but est d'évaluer les structures internes, les processus, les prestations et le financement du parti pour, si nécessaire, les modifier afin qu'ils servent au mieux nos objectifs, nos exigences, nos campagnes et notre capacité de mobilisation. Dans la phase de consultation du 1er mars au 30 avril, les Partis cantonaux étaient invités à prendre position sur les 10 mesures proposées. Pour les sections du PS Suisse, la consultation est prévue lors du premier envoi lié au Congrès du 11 août jusqu'à mi-octobre. Les prises de positions constituent la base pour les amendements qui seront soumis au Congrès des 3 et 4 décembre 2016.

Leyla Gül, co-secrétaires générale

<http://www.sp-ps.ch/fr/futurps>



LE RÉSULTAT

Sadiq Khan, membre du parti travailliste, a été élu maire de la ville de Londres lors des votations du 5 mai 2016. Vainqueur de l'élection municipale avec près de 57 % des suffrages, ce fils d'immigré pakistanais succède au conservateur Boris Johnson, en fonction depuis 2008. Durant la campagne, son adversaire milliardaire Zac Goldsmith n'a pas hésité à l'attaquer sur sa religion, l'Islam. Cela n'a pourtant pas suffi à déstabiliser le candidat travailliste, qui a fait de ses origines modestes un argument phare de sa campagne. Il s'agit d'une victoire symbolique d'un candidat issu d'une minorité dans une ville si cosmopolite. Lors de cette votation, toutes les personnes résidant à Londres étaient appelées à voter, y compris les étrangers (de l'UE et du Commonwealth). A l'approche du référendum sur la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, le sujet était un des débats centraux de la campagne et Sadiq Khan a séduit grâce à ses positions pro-européennes.

LA STATISTIQUE

33,3 %

Plus d'un tiers de la population résidente en Suisse fait du bénévolat. C'est ce que révèlent les chiffres de l'Office fédéral de la statistique (OFS) pour l'année 2013. L'OFS distingue deux catégories : le travail bénévole organisé et le travail bénévole informel.

Le premier type d'activité regroupe davantage d'hommes, surtout dans les associations sportives. Ces messieurs sont aussi plus enclins à exercer des tâches dirigeantes. Les femmes, quant à elles, sont proportionnellement plus nombreuses à fournir du travail bénévole informel, tel que garder les enfants de la parenté ou de connaissances. Le travail domestique et familial n'est pas inclus dans ces résultats.



PLUS D'EUROPE ET UNE EUROPE MEILLEURE :

POUR UNE POLITIQUE MIGRATOIRE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

**Conférence internationale du Parti socialiste européen (PSE)
Samedi, 21 mai 2016, de 10h15 à 16h30, PROGR, Waisenhausplatz 30, Berne**



La crise des réfugiés met en lumière l'interdépendance entre les Etats européens. La Suisse elle-même ne peut pas régler le défi des réfugié-e-s de manière isolée. L'Europe ne peut régler la crise des réfugié-e-s que de façon commune. D'un point de vue progressiste, il est clair qu'il faut plus d'Europe dans la politique migratoire, mais aussi une meilleure Europe. Le Parti socialiste européen (PSE) est la plus importante force politique progressiste au sein de l'Union européenne. Ceux qui veulent faire bouger les choses auprès du Conseil des Ministres, de la Commission européenne ou au Parlement européen ne peuvent se tourner que vers le PSE. Cette formation, basée sur un profond soutien entre les partis membre, peut changer beaucoup de choses en Europe. Ces positions nous intéressent d'autant plus et nous voulons prendre part à leur élaboration. C'est le but de cette session. Toutes les personnes intéressées sont cordialement invitées à y participer, à s'informer et à participer activement à la discussion. L'entrée est gratuite. Pour le repas de midi, une petite contribution sera demandée. Prière de vous inscrire à pes@pssuisse.ch

PROGRAMME

- 10.15 Arrivée des participant-e-s et inscription
- 10.45 **Ouverture de la conférence**
Christian Levrat, président du PS Suisse (CH); Alex Tschäppät, président de la ville de Berne (CH); Marije Laffebber, secrétaire générale adjointe du PSE (NL); Michele Nicoletti, président du Groupe socialiste à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (IT)
- 11.00 **Exposés introductifs : Les défis de la crise des réfugié-e-s et la politique migratoire en Europe**
Carina Ohlsson, co-présidente du Réseau migration et intégration du PSE (SE); Birgit Sippel, membre du Parlement européen, Porte-parole S&D du Groupe Libertés civiles, justices et affaires intérieures (DE)
- 11.30–14.30 **Ateliers** (avec pause de midi durant les ateliers). Traduction simultanée en allemand et en français (et anglais pour l'atelier 3):

Atelier 1
Comment concevoir les frontières extérieures de l'UE ?
Discussion au sujet de la dimension extérieure de la crise des réfugié-e-s
Direction : Cécile Kyenge, députée au Parlement européen (IT); Cesla Amarelle, conseillère nationale (CH)

Atelier 2
La solidarité européenne en pratique
Réponses européennes à la crise des réfugié-e-s. Discussion autour de questions ouvertes
Direction : Birgit Sippel, députée au Parlement européen (DE); Carina Ohlsson, membre du Riksdag (SE); Tim Guldemann, conseiller national (CH)

Atelier 3
Avantages de l'intégration des réfugié-e-s et des migrant-e-s
Modèles de réussite en matière de politiques d'accueil et d'intégration pour les réfugié-e-s
Direction : Omar Al-Rawi, député au Conseil municipal de la ville de Vienne (AT); Peter Bossman, maire de Piran (SI); Isabel Bartal, députée au Grand Conseil Zurich (CH)

- 15.00–16.00 **Table ronde – Chemins pour sortir de la crise européenne des réfugié-e-s**
Tim Guldemann, conseiller national (PS Suisse), Direction; Cesla Amarelle, conseillère nationale (PS Suisse); Michele Nicoletti, président du Groupe socialiste à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (IT); Omar Al-Rawi député au Conseil municipal de la ville de Vienne (AT); Cecile Kyenge, députée au Parlement européen (IT); Birgit Sippel, députée au Parlement européen (DE). (Traduction simultanée en Allemand, en Français et en Anglais)

